



# Kit uniforme : la production en France impossible

Gabriel Attal pourrait préciser, ce jeudi, les contours de l'expérimentation de l'uniforme à l'école, dont le kit est promis à 200 €. Un prix qui ne serait pas tenable en cas de production en France, où la main-d'œuvre nécessaire n'est pas disponible.

**Bruno Salaün**

Le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, ambitionne de lancer « une expérimentation d'ampleur » concernant le port de l'uniforme en milieu scolaire. Il devrait en préciser les contours à

l'occasion d'une conférence de presse, ce jeudi, sur les moyens de la rentrée scolaire 2024.

## 12 millions de kits à fabriquer

Cette perspective toucherait les écoles, collèges et lycées volontaires. Si tous les établissements y adhéraient, il conviendrait de faire fabriquer, à terme, environ 12 millions de kits dotés de cinq polos, deux pulls et deux pantalons à un prix de vente espéré par le ministre à 200 € par enfant. Ce sont les collectivités qui passeront commandes, les familles n'auront pas à déboursier le moindre euro, a promis Gabriel Attal. Ce kit pourrait être payé à 50 % par l'État et à 50 % par la Région, Département ou mairie volontaire, imagine le gouvernement.

Ce prix est-il tenable dans le cadre d'un énorme marché qui ferait l'objet d'un appel d'offres public probablement attribué, après consultation, à plusieurs entreprises ? « Les équipes ont chiffré cela à la

louche : on s'en sort à moins de 100 € en Asie, à moins de 150 € au Maghreb et entre 350 et 400 € en France », répond Jean-Guy Le Floch, chez Armor-Lux, qui regarde le sujet de près.

## L'Asie en tête devant le Maghreb

Et quelles usines, quelles régions du monde auraient la capacité à produire de telles quantités de vêtements ? « Très clairement, l'Asie, avec ses grosses usines installées, est la mieux placée pour réaliser les grandes masses, le Maghreb peut en prendre une partie, comme, peut-être en Europe, la Bulgarie, la Roumanie ou l'Ukraine où les fournisseurs sont à peu près au même prix que ceux du Maghreb. Quant à la France, elle reste à la marge, elle réalisera sur le territoire environ 5 % des volumes pour le réassort et la réparation », éclaire le patron de l'entreprise quimpéroise.

Une question de prix donc, dou-

blée d'une question de disponibilité d'une main-d'œuvre textile pour absorber un tel marché. Une main-d'œuvre qui fait désormais terriblement défaut dans l'Hexagone et en Europe. Dans ce dossier la responsabilité sociétale d'entreprises est primordiale observe Jean-Guy Le Floch. « passe des contrats avec des normes économiques, sociales et environnementales très formelles, qui doivent être respectées à la lettre sous peine d'indemnités très lourdes. Or, on trouve maintenant des usines propres en Asie », assure-t-il.

Armor-Lux, habituée à fabriquer ou faire fabriquer 400 000 à 500 000 pièces textiles pour Poste ou la SNCF, dit guetter, « avec impatience », l'appel d'offres de l'État à propos de l'uniforme, avec la perspective de délocaliser très largement la production. Et à regard des volumes, il faudra attendre 2026 pour disposer de polos, pulls et pantalons.